

PRÉFACE

RESTAURER LE GOÛT DE L'AVENIR

La France vit un moment charnière. Face aux défis historiques que nous rencontrons, face à la révolution numérique, au réchauffement climatique, aux incertitudes géopolitiques, nous devons lancer la grande transformation de notre pays. Comme Francis Kramarz et Philippe Tibi, je suis convaincu que la France doit ainsi se transformer pour rester liée au fil du progrès.

Depuis trop d'années, les projets de réforme sonnent comme des promesses avortées. Depuis plus de 30 ans, les Français entendent qu'il faut changer, qu'il faut s'adapter à la mondialisation, moderniser le pays. Depuis plus de 30 ans, ils ont consenti beaucoup d'efforts, sans pouvoir toujours en recueillir les fruits, ni en voir le sens. Parce que depuis 30 ans, beaucoup a été fait, mais toujours par le haut, les dirigeants de gauche et de droite réformant dans l'opacité, négligeant le débat de fond, la transparence de leurs choix, l'évaluation des politiques qu'ils déployaient. Alors, pour rétablir la confiance de nos concitoyens vis-à-vis des décisions et des décideurs politiques, et restaurer le goût de l'avenir, il est urgent de renouer avec le véritable esprit de la réforme. Comment ? En avançant méthodiquement, en quatre temps.

À la racine de toute réforme, il doit y avoir un diagnostic. Réformer dans le « bon » sens, c'est partir du terrain, du réel et des aspirations de nos concitoyens. C'est la méthode que je me suis efforcé d'employer pour la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. C'est pour cela, aussi, que j'ai voulu que la première action d'*En Marche* ! soit la *Grande Marche* : pour faire maintenant un bilan

de l'état du pays. Maintenant, et pas après 2017 ; parce qu'il faut avoir fait l'inventaire des difficultés pour proposer des solutions qui s'appliquent aux vrais problèmes tels qu'ils sont vécus par les Français ; et donc pour pouvoir agir vraiment.

Le deuxième temps de la réforme, c'est la concertation. Une réforme ambitieuse se bâtit sur un débat ouvert. Il est fini le temps où l'État colbertiste réformait seul et d'en haut. La France a la passion du débat. Pour commencer, il faut donc écouter d'urgence les premiers concernés par la réforme, largement laissés de côté depuis trop longtemps : les Français. Il faut leur ouvrir les portes du débat, les interroger directement, s'enquérir de leurs préoccupations et de leurs besoins, leur demander d'identifier de ce qui marche et de ce qui ne marche pas dans leur quotidien. Débattre ouvertement, ensuite, c'est écouter les experts hors de la sphère de l'État : les économistes, les sociologues, les philosophes, et bien d'autres. Francis Kramarz et Philippe Tibi apportent avec cet ouvrage leur pierre à l'édifice. En proposant de dépasser l'opposition binaire entre marché et État, pour penser ces deux formes d'organisation sociale en termes de complémentarité, ils tracent des pistes vers plus de cohésion sociale et plus d'efficacité économique – l'un n'allant pas sans l'autre. Débattre ouvertement, enfin, c'est faire l'effort d'aller vers ceux qui ne sont pas d'accord, vers ceux dont les intérêts peuvent être heurtés par la réforme. Là encore, c'est ce qui a été fait dans le cadre de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : nous avons consulté les professionnels, les fédérations, les associations, pour construire la réforme non pas *contre*, mais *avec* tous ceux qui la vivent au quotidien. Cette concertation peut et doit prendre du temps, mais c'est un temps utile.

Le troisième temps de la réforme, c'est la mise en application. L'État a ici un rôle décisif à jouer. Pour réussir à transformer notre pays, l'État doit commencer par se transformer lui-même. La puissance publique fait aujourd'hui l'objet d'une appréciation paradoxale. Dans la période de doutes et de bouleversements que nous traversons, les

Français expriment une vraie demande d'intervention, notamment dans la sphère régaliennne. Et dans le même temps, beaucoup sont ceux qui dénoncent les blocages administratifs, la lenteur relative de la puissance publique, contre sa présence parfois trop invasive. Ma conviction profonde est que la puissance publique est encore fondée à intervenir, notamment pour protéger légitimement face aux risques ou aux attaques déloyales, pour réduire les inégalités, pour lutter contre les injustices. Pour accompagner le changement. Elle doit en revanche rénover ses modes et ses champs d'intervention. Francis Kramarz et Philippe Tibi dessinent dans cet ouvrage les lignes de crête de cette nouvelle gouvernance.

Enfin, il faut s'assurer de l'efficacité des politiques publiques. Les responsables politiques ont trop tendance à penser qu'une réforme est achevée une fois qu'elle est mise en œuvre. C'est une erreur ! Une réforme n'est aboutie qu'à l'instant où l'on s'est assuré qu'elle atteignait vraiment les objectifs visés. Or, cela, nous ne pouvons pas le vérifier sans évaluer. Aujourd'hui, combien de politiques publiques sont en œuvre pour des raisons idéologiques, alors même qu'elles ne servent pas les valeurs qu'elles prétendent défendre ? Francis Kramarz et Philippe Tibi le montrent parfaitement dans cet ouvrage : en matière de logement ou d'emploi, notamment, nous avons d'immenses efforts à fournir pour nous assurer de l'efficacité de l'action publique. Alors, osons l'évaluation !

La refondation du pays ne se fera pas en un texte de loi, ni en un jour. Elle passe par la mobilisation de tous, dans la durée. Les Français sont prêts. Ils ne demandent qu'à avancer. Il nous revient, responsables politiques, de proposer un cap pour entraîner le pays tout entier. Le progrès n'a de réalité que s'il est porté et partagé par tous.

Emmanuel MACRON

Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.